

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

# SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN SEPTEMBRE 2019



Date de Publication

16 novembre 2019

## SOMMAIRE

SYNTHÈSE	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
I.1. PAYS AVANCÉS	3
I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT	4
I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES	5
II. CONJONCTURE NATIONALE	7
II.1. SECTEUR RÉEL	8
II.1.a. Secteur primaire	8
II.1.b. Secteur secondaire	10
II.1.c. Secteur tertiaire	12
II.1.d. Prix à la consommation	13
II.1.e. Emplois formels	14
II.2. FINANCES PUBLIQUES	15
II.2.a. Recettes totales et dons	15
II.2.b. Dépenses totales et prêts nets	15
II.2.c. Financement	16
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR	16
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER	19
II.4.a. Marché boursier	19
II.4.b. Situation monétaire	20

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

### GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des cours du pétrole brut .....	5
Graphique 2 : Evolution des cours du cacao .....	5
Graphique 3 : Evolution du cours de l'euro en dollar .....	6
Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers .....	11
Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail .....	12
Graphique 6 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination à fin septembre 2019 .....	12
Graphique 7 : Indicateurs des finances publiques à fin septembre .....	16
Graphique 8: Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels) .....	16
Graphique 9: Répartition géographique des exportations .....	19
Graphique 10: Répartition géographique des importations .....	19
Graphique 11: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA .....	19
Graphique 12 : Evolution des indices boursiers par secteur .....	20
Graphique 13 : Evolution comparée de la capitalisation du marché des actions et du marché des obligations .....	20

### TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés (en %) .....	3
Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et pays en développement (en %) .....	4
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA .....	5
Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation .....	8
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 9 mois 2018-2019 .....	18
Tableau 6 : Structure des importations en valeur 9 mois 2018-2019 .....	18

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

<b>ACP :</b>	Afrique Caraïbes et Pacifique
<b>ARRE</b>	Autorité de Régulation du système de Récépissés d'Entreposage
<b>BCEAO :</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BRVM :</b>	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>BRVM 10 :</b>	Indice des dix entreprises les plus performantes de la BVRM
<b>BTP :</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>CCC :</b>	Conseil Café Cacao
<b>CEDEAO :</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEPICI :</b>	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
<b>CGRAE</b>	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
<b>CMU :</b>	Couverture Maladie Universelle
<b>CNAM :</b>	Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
<b>DGD :</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGE :</b>	Direction Générale de l'Economie
<b>DUS</b>	Droit Unique de Sortie
<b>EPIC</b>	Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial
<b>EPN :</b>	Etablissements Publics Nationaux
<b>FCFA :</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FMI :</b>	Fonds Monétaire International
<b>Gwh :</b>	Giga watt heure
<b>ICA :</b>	Indice du Chiffre d'affaires
<b>ITS :</b>	Impôts sur les Traitements et Salaires
<b>Kg :</b>	Kilogramme
<b>MAB :</b>	Mesures d'Appui à la Banane
<b>MINADER :</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>OMCI :</b>	Orange Money Côte d'Ivoire
<b>PARCSI</b>	Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel
<b>PATAE</b>	Projet d'Appui à la Transition Agro-écologique en Afrique de l'Ouest
<b>PEM :</b>	Perspectives de l'Economie Mondiale
<b>PER :</b>	Price Earning Ratio
<b>PIB :</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PME :</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>PND :</b>	Plan National de Développement
<b>PNIA :</b>	Programme National d'Investissement Agricole
<b>PPCA</b>	Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne des valeurs de l'Anacarde
<b>PS Gouv :</b>	Programme Social du Gouvernement
<b>RSU</b>	Registre Social Unique
<b>SMS</b>	Short Message Service
<b>TCER :</b>	Taux de Change Effectif Réel
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>TVA :</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UEMOA :</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>US :</b>	United States (Etats-Unis)
<b>USA :</b>	United State of America
<b>WEO :</b>	World Economic Outlook



## SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires  
Tous les chiffres sont à fin septembre 2019 sauf indications contraires

**Ralentissement synchronisé de l'économie mondiale**

Le **contexte international** est marqué par un ralentissement plus prononcé que prévu de l'économie mondiale, sur fond d'accentuation de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, ainsi que des tensions et conflits géopolitiques qui érodent la confiance des investisseurs et affectent principalement le secteur manufacturier. Le Fonds Monétaire International (FMI), dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'octobre 2019, table sur un accroissement du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial de +3,0% en 2019, la plus faible progression depuis 2008, contre +3,3% prévu dans les PEM d'avril 2019 et +3,6% en 2018. Cette révision à la baisse de la croissance mondiale concerne aussi bien les économies émergentes et en développement (+3,9% contre +4,4% antérieurement) que les pays avancés (+ 1,7% contre +1,8% prévu en avril 2019).

Le ralentissement de l'économie mondiale se ressent sur **le marché des matières premières**. Selon les données du FMI d'août 2019, les cours des principaux produits d'exportation de la Côte d'Ivoire, notamment, ceux du cacao (-1,5%), du café (-10,4%), du coton (-15,1%), et de l'huile de palme (-15,8%) suivent une tendance baissière. Ils ressortent en repli à fin septembre 2019 comparativement à la période correspondante de 2018. L'inflexion du cours du cacao a été amorcée en mars 2019, après une relative reprise de février 2018 à février 2019. A contrario, le cours du caoutchouc connaît un rebond depuis décembre 2018 avec un accroissement de 5,7% en moyenne en glissement annuel à fin septembre 2019. De même, le cours de l'or est orienté à la hausse et affiche un accroissement de 6,2% en moyenne à fin septembre.

Au niveau des produits énergétiques, le cours du pétrole brut s'est inscrit en baisse depuis novembre 2018. Il affiche une baisse de 10,4% en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année 2019. Toutefois, un redressement des cours des produits énergétiques est attendu sur le dernier trimestre de l'année 2019.

Sur le **marché des changes**, une dépréciation de l'euro par rapport aux principales devises, notamment le dollar US, est observée depuis le début de l'année en cours. En moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année 2019, l'euro a reculé de 6,0% face au dollar US, de 0,1% face à la livre sterling et de 0,9% face au yuan renminbi. L'euro subit l'amélioration de

l'attractivité du dollar US, en lien avec des anticipations de nouvelles baisses de taux fédéraux pour stimuler l'activité dans un contexte d'aggravation des tensions commerciales.

**Activité économique nationale bien orientée**

**Au plan national**, l'activité économique évolue dans un environnement favorable qui tire profit (i) de l'exécution des grands travaux publics inscrits dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, (ii) de la normalisation progressive de la commercialisation de l'anacarde et du caoutchouc, en dépit des difficultés, (iii) de la hausse du prix garanti aux producteurs de cacao qui passe de 750 FCFA à 825 FCFA le kilogramme pour la campagne principale 2019-2020 qui a démarré le 1<sup>er</sup> octobre dernier, (iv) d'une forte pluviosité, et (v) de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv 2019-2020).

En outre, la Côte d'Ivoire a enregistré, au troisième trimestre 2019, un gain de compétitivité, par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre 2018, avec un taux de change effectif réel en retrait respectivement de 1,92% et 6,36%. Cette embellie résulte de l'appréciation du dollar US par rapport à l'euro et de la maîtrise de l'inflation.

Le **secteur primaire** tire avantage de l'exécution du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2), des réformes dans les différentes filières agricoles, de l'appui des partenaires au développement et de conditions climatiques favorables. L'agriculture d'exportation est soutenue par la hausse de la production de cacao et par celle de l'hévéa bien qu'en décélération en raison des difficultés de commercialisation. En effet, la filière hévéa est confrontée à une insuffisance des capacités de transformation installées suite au boom de la production enregistrée depuis 2015. Dans la filière anacarde, l'Etat a mené des actions pour résoudre les difficultés de commercialisation liées à la chute des prix internationaux. Cependant, la production d'anacarde pâtit de la mauvaise répartition des pluies dans la zone nord du pays.

Les activités du **secteur secondaire** ont enregistré une tendance haussière au premier semestre 2019. L'industrie a bénéficié de la bonne tenue du secteur extractif, des industries manufacturières et de la branche « Electricité, gaz et eau ». Cette orientation favorable se poursuivrait au regard de l'accroissement continu de la consommation d'électricité de moyenne tension jusqu'au mois de septembre 2019, avec une

hausse de 9,7% en cumul sur les neuf premiers mois de l'année, en glissement annuel. Quant au BTP, il se raffermi en lien avec la poursuite de la mise en œuvre de projets structurants.

Le **secteur tertiaire** a enregistré une croissance de toutes ses composantes, à l'exception du chiffre d'affaires des télécommunications hors Orange Money qui a reculé. En particulier, le transport maritime a profité de la normalisation progressive de la commercialisation de l'anacarde et de l'hévéa ainsi que de la hausse de la production de cacao fèves. Cette tendance haussière devrait se poursuivre sur le reste de l'année.

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2019, les **prix à la consommation** ont renchéri de 0,7% sous l'effet de l'augmentation des prix des produits alimentaires de 1,2% et de ceux des produits non alimentaires de 0,5%.

Le taux d'inflation en moyenne sur les douze derniers mois s'est situé à 0,7% à fin septembre 2019, largement en deçà du maximum de la norme communautaire UEMOA fixé à 3%.

L'**emploi formel** est caractérisé par un accroissement du nombre total de salariés (+2,9%) à fin septembre 2019. Toutefois, le nombre d'emplois bruts créés (69 042) est inférieur à son niveau de la même période de l'année dernière (78 009).

Les **échanges extérieurs hors biens exceptionnels**, sur les neuf premiers mois de l'année 2019, ont tiré profit de la normalisation progressive de la commercialisation des produits primaires et de la hausse de la production cacaoyère. Ainsi, une reprise a été constatée sur les exportations en valeur (+12,8%) permettant un rebond du solde commercial, en dépit de la détérioration des termes de l'échange de 2,2%. Cette dégradation des termes de l'échange s'explique par la baisse des prix à l'exportation (-0,3%) découlant du repli des cours des matières premières et de l'augmentation des prix à l'importation (+1,9%). Le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré pour se situer à 113% contre 107% un an plus tôt. Cette embellie des échanges devrait se poursuivre sur le reste de l'année 2019.

La situation **des finances publiques** a été marquée par un niveau de mobilisation des recettes fiscales supérieur de 7,3 milliards à l'objectif à date, en lien avec l'évolution de l'activité et la bonne tenue des échanges extérieurs. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont enregistré une sous consommation de 66,7 milliards découlant notamment des dépenses d'investissement. Il résulte de ces évolutions un déficit budgétaire contenu.

Le **marché boursier** sous régional maintient la tendance baissière de ses indices de référence entamée depuis 2016. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2019, les indices BRVM 10 et BRVM composite perdent 23,7% et 26,3% respectivement. Ces replis sont imputables (i) à des prises de bénéfices des investisseurs après les fortes hausses observées sur la période 2012-2015, (ii) à l'attractivité du marché des obligations et (iii) à la désaffection des petits porteurs.

La **situation monétaire** a été caractérisée à fin septembre 2019 par un accroissement soutenu des créances nettes sur l'Administration (+45,7%). Cette évolution reflète une forte hausse des passifs de l'Administration auprès des banques consécutive à un moindre recours aux euro-obligations. S'agissant des crédits au secteur privé, quoiqu'en hausse, ils connaissent une décélération. A l'inverse, une baisse des Actifs Extérieurs Nets (-17,7%) a été enregistrée.

**En conclusion**, malgré le ralentissement de l'économie mondiale, l'activité économique nationale évolue favorablement, grâce notamment à la normalisation progressive de la commercialisation des principaux produits d'exportation, et au dynamisme impulsé dans le secteur manufacturier. Cette évolution favorable de l'activité a contribué à faciliter la bonne orientation de la politique budgétaire qui s'est soldée par un déficit budgétaire contenu.

Les évolutions conjoncturelles confortent les hypothèses de croissance pour le reste de l'année. L'activité continuerait de bénéficier de l'accélération des travaux publics, des efforts en vue de l'accélération de l'industrie manufacturière ainsi que de la progression des revenus induite par la hausse de l'emploi et un prix plus rémunérateur aux producteurs de cacao. Par ailleurs les actions en faveur d'une meilleure inclusivité de la croissance économique s'accroissent à travers la mise en œuvre du PSGouv.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### Ralentissement synchronisé de l'économie mondiale

Le Fonds Monétaire International, dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'octobre 2019, a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique mondiale en 2019. Ainsi, la croissance de **l'économie mondiale** devrait ressortir à 3,0% en 2019, la plus faible progression depuis 2008, contre +3,3% prévu dans les PEM d'avril 2019 et +3,6% en 2018. Ce ralentissement plus prononcé de l'activité est la conséquence d'une accentuation de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, ainsi que des tensions et conflits géopolitiques qui érodent la confiance des investisseurs et affectent principalement le secteur manufacturier. Cette baisse du rythme de croissance projeté du Produit Intérieur Brut (PIB) se ressent aussi bien au niveau des économies émergentes et en développement (+3,9% contre +4,4% prévu en avril 2019) que des pays avancés (+ 1,7% contre +1,8% précédemment).

### I.1. PAYS AVANCÉS

Dans les **pays avancés**, le retrait de 0,1 point de pourcentage de la prévision de croissance du PIB en 2019 par rapport à la prévision d'avril 2019 et de 0,6 point par rapport à 2018, s'explique notamment par un ralentissement généralisé de la production industrielle dû à une diminution de la demande extérieure et une décélération marquée de la production automobile mondiale, qui affecte tout particulièrement l'Allemagne.

Au niveau de l'inflation, la hausse des prix à la consommation devrait s'établir en moyenne à 1,5% dans les pays avancés en 2019, contre 2,0% en 2018.

**Aux États-Unis**, la croissance du PIB a été revue à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la projection précédente d'avril 2019. L'économie américaine bénéficie de la solidité de l'emploi et de la consommation, en dépit des incertitudes liées à la guerre commerciale.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés (en %)

Pays	Réalisé 2018	Prévision 2019	
		PEM avril 2019	PEM octobre 2019
Monde	3,6	3,3	3,0
Pays avancés	2,2	1,8	1,7
Etats Unis	2,9	2,3	2,4
Canada	1,9	1,5	1,5
Japon	0,8	0,9	0,9
Royaume-Uni	1,4	1,3	1,2
Zone Euro	1,9	1,2	1,2
Allemagne	1,4	0,8	0,5
France	1,7	1,3	1,2
Italie	0,9	0,1	0,0
Espagne	2,6	2,1	2,3

Source : FMI PEM octobre 2019

La croissance de l'économie **japonaise** se maintiendrait à +0,9% en 2019, en ligne avec la prévision précédente et en amélioration par rapport à la réalisation de l'année précédente. Elle est soutenue par la vigueur de la consommation privée et des dépenses publiques qui ont plus qu'amorti la faiblesse persistante du secteur extérieur.

Au **Royaume-Uni**, la croissance se situerait à +1,2 % en 2019, en baisse de 0,1 point par rapport à la prévision du mois d'avril et serait en retrait de 0,2 point de pourcentage par rapport à la progression de 2018. L'économie du Royaume-Uni subit l'effet négatif de la fragilité de la croissance mondiale et des incertitudes persistantes autour du Brexit, malgré l'augmentation annoncée des dépenses publiques.

Dans la **Zone Euro**, en dépit d'une demande intérieure ferme, le FMI a maintenu inchangées ses prévisions de croissance en 2019 (+1,2% contre +1,9% en 2018). En effet, l'économie pâtit de la faiblesse de la demande extérieure (Allemagne, France) amplifiée par les incertitudes qui entourent la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne.

De façon spécifique, la croissance du PIB a été révisée à la baisse en Allemagne (+0,5% contre +0,8% prévu en avril 2019), en France (+1,2% contre +1,4%), en Espagne (+2,2% contre +2,3%) et en Italie (+0,0% contre +0,1%).

## I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage de la prévision de croissance des **économies émergentes et en développement** en 2019 provient principalement de l'Inde, de la Russie et de l'Afrique de Sud.

L'inflation devrait légèrement baisser pour s'établir à 4,7% cette année contre 4,8% en 2018.

En **Inde**, la croissance du PIB en 2019 est prévue à +6,1% contre +7,3% projeté en avril 2019. L'économie indienne est confrontée aux incertitudes en matière de réglementation des entreprises et de l'environnement qui, conjuguées à des craintes liées à la solidité des établissements financiers non bancaires, pèsent sur la demande.

La croissance de l'économie **russe** devrait quant à elle, se situer à 1,1% en 2019 contre 1,6% prévu précédemment. L'économie est soumise à une forte volatilité du marché des matières premières et une baisse générale de la demande des produits d'exportation.

En **Chine**, la progression du PIB en 2019 devrait se situer à 6,1% en décélération de 0,2 point par rapport à la prévision d'avril 2019. La révision à la baisse de la croissance s'explique par la hausse des droits de douane pour certains produits chinois à l'entrée du territoire américain, des mesures de rétorsion mises en place par les autorités et le ralentissement de la demande intérieure.

En **Afrique subsaharienne**, malgré les incertitudes accrues au niveau mondial, la croissance du PIB devrait se maintenir à +3,2% en 2019, mais en décélération par rapport à la prévision de +3,5% d'avril 2019. En dépit d'une embellie modeste au deuxième trimestre, la croissance de l'économie **Sud-Africaine** en 2019 devrait être inférieure aux projections précédentes (+0,7% contre +1,2% précédemment) en lien avec les problèmes d'approvisionnement énergétique dans le secteur minier, auxquels s'ajoute une faible production agricole.

Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et pays en développement (en %)

Pays	Réalisé 2018	Prévision 2019	
		PEM avril 2019	PEM octobre 2019
Pays émergents	4,5	4,4	3,9
Chine	6,6	6,3	6,1
Russie	2,3	1,6	1,1
Brésil	1,1	2,1	0,9
Inde	6,8	7,3	6,1
Afrique subsaharienne	3,1	3,5	3,2
Nigéria	1,9	2,1	2,3
Afrique du sud	1,3	1,2	0,7

Source : FMI PEM octobre 2019

La croissance du PIB du **Nigéria** s'accélérait en 2019, sous l'impulsion du redressement de la production pétrolière et d'une reprise de l'activité dans le reste de l'économie.

### ✓ Pays de la zone UEMOA

Au sein de l'**UEMOA**, le dynamisme de l'activité économique, observé depuis le début de l'année, serait renforcé au troisième trimestre 2019. En rythme trimestriel, le taux d'accroissement du PIB, en termes réels, ressortirait à 6,9% après 6,6% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2019, la BCEAO projette la croissance économique de l'Union à 6,7% contre une réalisation de 6,6% en 2018.

Le taux d'inflation annuel moyen est projeté à -0,5% à la fin de l'année 2019, en liaison avec les bonnes campagnes agricoles attendues dans la majorité des Etats membres.

S'agissant des **finances publiques**<sup>1</sup>, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, pour l'ensemble des Etats membres de l'Union, est projeté à 2,9% du PIB en 2019, après 3,7% en 2018. Cette amélioration traduit un effort de maîtrise des dépenses.

<sup>1</sup> Communiqué du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO du 04 septembre 2019



Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA

Pays	Croissance du PIB en 2018 (est. révisée)	Croissance du PIB en 2019 (proj.)
Bénin	6,7	7,6
Burkina Faso	6,6	6,1
Côte d'Ivoire	7,4	7,5
Guinée Bissau	3,8	6,3
Mali	4,9	5,0
Niger	6,5	6,3
Sénégal	6,7	6,9
Togo	4,9	5,1
UEMOA	6,6	6,7

Sources : Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA de juin 2019 ; DGE/DPPSE

Au terme de l'année 2019, les échanges extérieurs<sup>2</sup> des pays de l'UEMOA afficheraient un solde global excédentaire de 30,4 milliards contre un excédent de 568,3 milliards en 2018. Cette contraction du solde global proviendrait essentiellement du repli des entrées nettes de capitaux, après les flux nets enregistrés subséquentement aux émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal l'année d'avant.

### I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES

#### *Evolution mitigée des cours des principaux produits de base*

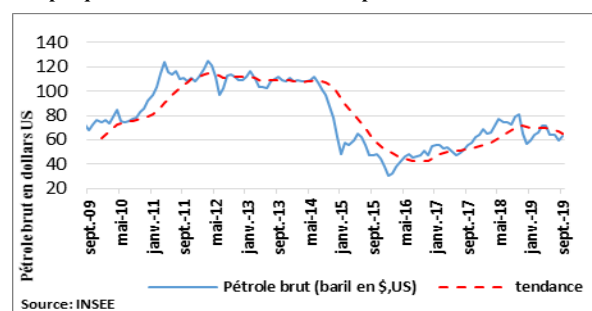
Selon les données du WEO d'août 2019, les **cours des principaux produits de base** devraient poursuivre leur fluctuation amorcée depuis le début de l'année 2019. Ainsi, l'indice des prix des produits non énergétiques devrait s'inscrire en hausse au troisième trimestre 2019 (+1,6% après +2,1% au deuxième trimestre). Quant à l'indice des prix des produits énergétiques, il devrait poursuivre sa tendance baissière entamée depuis le premier trimestre 2019 (-0,2%).

En ce qui concerne les produits énergétiques, en moyenne sur les neuf premiers mois de 2019, les cours du pétrole brut (-10,4%), du super carburant (-11,8%) et du gasoil (-7,2%) ont régressé par rapport à la période correspondante de 2018. Toutefois, un redressement des

cours des produits énergétiques est attendu sur le dernier trimestre de l'année.

De façon spécifique, le cours du pétrole brut maintient sa tendance baissière amorcée depuis novembre 2018. Cette évolution s'explique par des incertitudes concernant les perspectives de la demande mondiale en raison des tensions commerciales entre les États-Unis et leurs principaux partenaires. Cette baisse des cours s'explique également par la hausse inattendue des réserves de brut aux États-Unis.

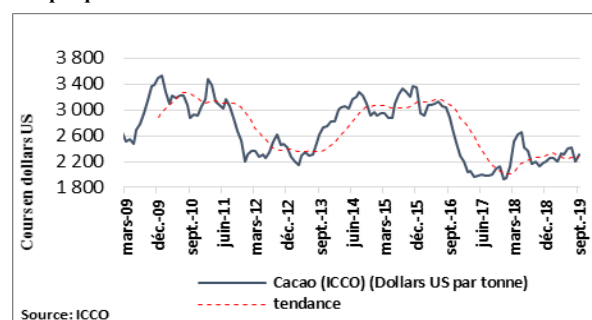
Graphique 1 : Evolution des cours du pétrole brut



Du côté des produits non énergétiques, les cours des matières premières de la Côte d'Ivoire ont enregistré des évolutions contrastées à fin septembre 2019. En effet, les cours moyens du cacao (-1,5%), de l'huile de palme (-15,8%), du coton (-15,1%) et du café (-10,4%) se sont contractés tandis que ceux du caoutchouc (+5,7%), de l'or (+6,2%), du sucre (+1,1%) et du maïs (+5,7%) se sont accrus.

Au niveau du cacao, le fléchissement du cours a été amorcé en mars 2019, après une reprise de février 2018 à février 2019. Il est imputable à une abondance de l'offre sur le marché international. Un redressement du cours de 2% est prévu en 2020 selon la Banque mondiale.

Graphique 2 : Evolution des cours du cacao



A contrario, le cours du caoutchouc connaît un rebond depuis décembre 2018 avec un accroissement de 5,7% en moyenne en glissement annuel à fin septembre 2019. De même, le cours de l'or est orienté à la hausse et affiche un accroissement de 6,2% en moyenne à fin septembre.

Le cours du café est affecté par les stocks importants de café en Europe.

Le prix **du coton** a été impacté par l'intensification des tensions commerciales et la perspective d'une hausse de la production de la campagne 2019-2020 de 4%. Selon la Banque mondiale, le prix du coton terminerait l'année en repli de 16% avant un léger redressement en 2020.

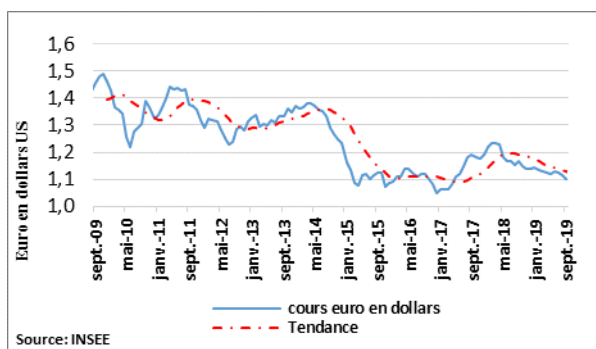
### *L'euro se déprécie face aux principales monnaies*

Le marché des changes est marqué depuis le début de l'année par une dépréciation de la monnaie européenne par rapport aux principales monnaies. L'euro a enregistré une baisse de 6,0% par rapport au dollar US en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2019, en lien avec l'amélioration de l'attractivité de ce dernier du fait des anticipations de nouvelles baisses de taux fédéraux pour stimuler l'activité dans un contexte d'aggravation des tensions commerciales.

De même, l'euro s'est déprécié face à la livre sterling (-0,1%), au yen (-6,4%), au yuan renminbi (-0,9%), en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année en cours.

**En évolution mensuelle** au mois de septembre 2019, l'euro s'est déprécié face à la livre sterling (-2,7%), au dollar US (-1,1%) et au yuan (-0,3%). En revanche, la monnaie unique européenne s'est appréciée face au yen (+0,1%).

**Graphique 3 : Evolution du cours de l'euro en dollar**



## II. CONJONCTURE NATIONALE

*L'analyse porte sur les données à fin septembre 2019, comparées à celles de la période correspondante de 2018, sauf indication contraire  
Valeurs en FCFA*

L'activité économique nationale bénéficie d'un climat des affaires favorable, en relation avec l'amélioration de la compétitivité, la poursuite de l'exécution des grands projets structurants prévus dans le PND 2016-2020 et la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020.

Les projets structurants concernent notamment la construction d'infrastructures routières et de zones industrielles, l'accroissement de la capacité de production d'électricité ainsi que la promotion de l'agro-industrie.

Sur les neuf premiers mois, les réformes pour l'amélioration du climat des affaires ont porté notamment sur (i) la facilitation du paiement des impôts à travers la mise en place d'un système de dépôt et de paiement électroniques, (ii) la mise en place d'un système de gestion des cas en ligne permettant de traiter les remboursements en espèces de la taxe sur la valeur ajoutée, (iii) la facilitation de l'exécution des contrats par la mise en ligne des statistiques relatives à l'activité judiciaire du Tribunal de Commerce d'Abidjan, (iv) le renforcement du cadre juridique de l'égal accès (homme-femme) à l'administration de la propriété foncière, (v) le déploiement sur internet de l'appliquet « Easy Cadastre » qui permet d'optimiser le recouvrement des impôts pour une meilleure maîtrise de la gestion de l'impôt foncier et (vi) la réduction des délais de réalisation de l'étude géotechnique de 25 à 10 jours et des délais de délivrance de la notice de sécurité incendie de 10 à 2 jours.

La mise en œuvre de ces réformes a permis à la Côte d'Ivoire de gagner 12 places au classement du rapport Doing Business 2020, en passant de la 122<sup>ème</sup> à la 110<sup>ème</sup> place, avec un score de 60,7 points contre 58 un an plus tôt.

En outre, la Côte d'Ivoire a enregistré une amélioration de sa compétitivité avec un Taux de Change Effectif Réel (TCER) qui poursuit une tendance baissière depuis le premier trimestre 2018. Au troisième trimestre 2019, la Côte d'Ivoire connaît un gain de compétitivité de 6,35%

par rapport au troisième trimestre 2018 et de 1,92% par rapport au deuxième trimestre 2019. Cette performance résulte de l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et de la bonne maîtrise de l'inflation.

En outre, à travers l'initiative « Champions Nationaux » qui vise à redynamiser le secteur privé en apportant un soutien plus accru aux entreprises à fort potentiel de croissance, pour booster l'économie locale, 29 entreprises multisectorielles ont été sélectionnées. Les entreprises retenues, s'engageront dans des contrats de performance axés notamment sur la création de valeur ajoutée, les exportations de produits industriels, la création d'emploi et le développement de pôles régionaux compétitifs. Elles bénéficieront de dispositions additionnelles avantageuses que celles contenues dans le code des investissements, ainsi que d'un accès préférentiel à certains marchés publics.

Au niveau social, sur les neuf premiers mois, la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement 2019-2020 a permis d'enregistrer les résultats suivants :

- la finalisation de la formation des 5 300 enseignants recrutés et l'acquisition de 76 000 tables bancs ;
- l'augmentation du nombre de bénéficiaires de la baisse de tarif social pour atteindre 922 284 ménages contre 850 000 prévus en début d'année. Aussi, 397 localités de plus de 500 habitants ont bénéficié de l'électrification rurale. Dans le cadre du programme électricité pour tous, 121 017 branchements pour les ménages ont été effectués dont 29 204 en zones rurales ;
- l'accélération du programme de construction de logements sociaux en finalisant les travaux de VRD primaires afin de rendre habitables les appartements et logements déjà construits ;
- l'entrée dans sa phase active de la Couverture Maladie Universelle avec environ 2 979 469

bénéficiaires potentiels dont 1 414 330 n'ayant auparavant aucune couverture maladie ;

- le reprofilage de 17 464 km de routes correspondant à 917 itinéraires.

Dans le cadre du projet « Filets Sociaux Productifs » qui vise à réduire la pauvreté et à assurer une protection sociale à travers des transferts monétaires pour stabiliser ou accroître les revenus des ménages les plus pauvres, la Côte d'Ivoire vient de bénéficier d'un financement supplémentaire d'environ 58,4 milliards de FCFA de la Banque Mondiale. Ce financement permettra d'accroître le nombre de bénéficiaires d'allocation trimestrielle en élargissant le champ d'intervention aux ménages pauvres du milieu urbain. Dans cette dynamique, le Gouvernement a mis en place par un décret portant création du Registre Social Unique (RSU) des ménages pauvres et vulnérables, un système d'information et de gestion des données qui vise à identifier l'ensemble des ménages pauvres et vulnérables. Ce registre servira de base pour sélectionner les individus éligibles aux programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, afin d'améliorer significativement les revenus des producteurs agricoles, la Côte d'Ivoire a bénéficié, dans le cadre du projet d'appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest (PATAE), d'un fonds d'environ 580 millions de FCFA de l'Agence Française de Développement. Cet appui contribuera à la vulgarisation de pratiques agricoles écologiquement intensives, afin d'accroître la rentabilité des exploitations familiales tout en préservant l'environnement. Le projet bénéficiera dans un premier temps aux acteurs des filières cacao, maraichère et pisciculture des régions du Béliér, des Grands Ponts et de la Marahoué.

## II.1. SECTEUR RÉEL

### II.1.a. Secteur primaire

Le secteur primaire reste dynamique à fin septembre 2019, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2, 2018-2025), des mesures de soutien aux filières agricoles, du relèvement du prix aux producteurs de certains produits

d'exportation et de conditions climatiques globalement favorables.

### Bonne dynamique de l'agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation progresserait globalement au regard de la tendance haussière des principales spéculations.

La production de **cacao fèves** est ressortie en hausse de 9,4% à fin septembre 2019 en glissement annuel. La filière tire profit de l'entrée en production de nouvelles plantations et de la poursuite des actions pour l'amélioration de la productivité du verger, notamment la formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles ainsi que la distribution de semences améliorées, de produits phytosanitaires et de sacs brosses.

Le revenu brut cumulé perçu par les producteurs de cacao sur la période sous revue est estimé à 818,5 milliards par le Conseil Café Cacao. Il est en hausse de 17,2% en glissement annuel. Pour la campagne principale 2019-2020 qui a démarré en octobre, le prix bord champ du cacao a été fixé à 825 FCFA le kilogramme, en augmentation de 10% par rapport à la campagne précédente.

Les décisions prises dans le cadre de la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Ghana devraient permettre d'améliorer les revenus des producteurs. Ces décisions portent principalement sur la définition d'un différentiel de revenu décent de 232 FCFA/kg permettant d'atteindre un prix plancher de 1 508 FCFA/kg. L'application de ce différentiel est prévue pour la vente de la récolte de la campagne 2020-2021.

Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	9 mois 2018	9 mois 2019	Variation (%)
Cacao	997 596,6	1 091 272,2	9,4
Café	123 618,3	94 109,3	-23,9
Noix de cajou	735 264,0	632 215,0	-14,0
Coton graine	278 080,3	360 049,2	29,5
Caoutchouc*	407 676,9	442 106,1	8,4
Banane	309 186,1	345 146,8	11,6
Ananas	31 479,2	37 292,5	18,5
Sucre	111 829,1	113 693,9	1,7

Source : DGE, OPA, MINADER

\*Ce niveau de production intègre les fonds de tasse exportés

La production de **café** accuse un recul de 23,9% qui s'explique par un repos végétatif après le bon niveau de production atteint en 2018. Ainsi sur la période sous revue, le Conseil Café Cacao a estimé le revenu cumulé brut perçu par les producteurs de café à 65,9 milliards, en baisse de 28,9%. Le programme de relance caféière se poursuit avec la création de plantations à partir de semences améliorées. En outre, la formation des producteurs a permis une diversification de leurs sources de revenus à travers notamment la production de miel à base de café. Pour la campagne 2019, le prix d'achat garanti bord champ est resté inchangé à 750 FCFA/Kg.

Le volume commercialisé de **noix de cajou** s'est affiché à 632 215 tonnes, en recul de 14,0%. Cette contreperformance est imputable à la mauvaise répartition des pluies dans les zones de production. Au cours de la campagne 2019, afin d'assurer des prix rémunérateurs aux producteurs dans un contexte de baisse des prix de la noix au niveau international, le Gouvernement a recherché des circuits alternatifs d'écoulement de la production, à travers la signature de contrats de vente avec de grands groupes d'importateurs. Cette initiative a contribué à améliorer significativement la commercialisation qui s'est achevée sans stock résiduel contrairement à la campagne 2018. Pour la campagne 2019, le prix plancher d'achat bord champ a été fixé à 375 FCFA/kg, en baisse de 25% par rapport à la campagne précédente.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuit ses efforts pour renforcer la transformation locale qui s'est située à 9,0% à fin septembre 2019, correspondant à 57 156,0 tonnes transformées. La capacité opérationnelle de transformation est passée à 137 190 tonnes en 2019 contre 122 850 tonnes en 2018, soit une hausse de 12%. Les unités de transformations n'arrivent pas à utiliser pleinement leurs capacités opérationnelles en raison d'un manque d'accompagnement bancaire et d'une insuffisance des financements de leurs activités.

Aussi, la mise en œuvre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne des valeurs de l'Anacarde (PPCA) a permis d'entamer les travaux de construction d'une usine de décorticage de noix de cajou à Dabakala qui devra générer à terme plus de 200 emplois directs ainsi que

la construction d'une « usine école » à Yamoussoukro devant servir à former tous les acteurs de la filière.

Par ailleurs, la mise en place effective du système de récépissé d'entreposage devrait permettre d'alléger la contrainte financière pesant sur de nombreux usiniers et d'accroître la transformation locale. Ce système consiste à fournir un récépissé d'entreposage aux producteurs qui iront déposer leurs produits dans les entrepôts gérés par l'ARRE. Ces récépissés d'entreposage seront négociables en banque et les productions stockées dans les entrepôts seront livrées aux transformateurs contre un paiement ultérieur.

La production de **coton** s'est affichée à 360 049,2 tonnes en progression de 29,5%. Cette performance tire sa source de la réussite du zonage industriel qui a permis (i) d'améliorer les conditions d'approvisionnement des producteurs en intrants (qualité, quantité et prix) et (ii) de poursuivre le renforcement du dispositif de production, de multiplication et de distribution des semences par la mise en œuvre du plan semencier adopté par la filière en février 2017.

Les superficies cultivées ont atteint 392 131 hectares contre 327 204 hectares en 2018.

Pour la prochaine campagne qui débutera en décembre 2019, le prix d'achat est fixé à 300 FCFA/kg contre 265 FCFA/kg la campagne précédente, soit une hausse de 13,2%.

La filière hévéa enregistre une hausse de la production de **caoutchouc** (y compris les fonds de tasse exportés) de 8,4%. La production connaît une accélération depuis 2015, grâce à l'entrée en production progressive de nouvelles plantations. Toutefois une décélération est observée en 2019, en raison de la mévente. En effet, avec la hausse rapide de la production, les usiniers sont, depuis l'année 2018, dans l'incapacité d'absorber toute la production de fond de tasse, leurs capacités installées étant insuffisante.

Dans ce contexte, le Gouvernement a décidé de soutenir l'accroissement des capacités nationales d'usinage. Ainsi, en plus des incitations prévues dans le code des investissements, des avantages douaniers et fiscaux spécifiques seront accordés aux opérateurs intervenant



dans le secteur de la transformation de l'hévéa, à l'instar de ceux accordés aux transformateurs de l'anacarde.

La **banane dessert** affiche une production de 345 146,8 tonnes en progression de 11,6%. Cette culture bénéficie de conditions climatiques favorables, et de l'exécution de la stratégie gouvernementale pour la filière avec l'appui technique et financier de l'Union Européenne, à travers le programme de Mesures d'Appui à la Banane dessert (MAB). A travers cette stratégie qui vise un objectif de production de 500 000 tonnes par an, le Gouvernement envisage (i) la poursuite de la réduction du coût de production des grandes plantations, (ii) la relance de la production des petits planteurs, (iii) le développement du marché local et sous régional et (iv) la poursuite de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de la préservation de l'environnement.

Malgré cette embellie, la filière fait face à certaines contraintes, notamment, l'abondance de la production mondiale et la persistance de la concurrence des bananes latino-américaines sur le marché européen.

La production d'**ananas** a augmenté de 18,5% pour se situer à 37 292,5 tonnes, bénéficiant d'une meilleure organisation de la filière et du développement de nouvelles variétés à fort rendement. Cependant, la filière qui subit la concurrence des fruits d'origine latino-américaine, plus compétitifs, peine à trouver des débouchés et est confrontée au manque d'unité de transformation. Pour lever ces obstacles et améliorer le développement de la filière, le Gouvernement ivoirien, à travers l'exécution du Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) prévoit mettre en place des unités de transformations industrielles pour la mangue et l'ananas. Ce projet a un coût global de 9,44 milliards de FCFA.

### II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire poursuit sa bonne dynamique, soutenu par le bon comportement de l'activité industrielle et du BTP.

#### ➤ *Activité industrielle en progression*

L'activité industrielle resterait bien orientée au regard des évolutions enregistrées au niveau des activités extractives et de la progression attendue de la production manufacturière.

#### ○ *Activité extractive en hausse*

Les activités d'extraction minière sont en progression, portées par les améliorations de l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel ainsi que des autres activités extractives.

Dans la sous branche « **extraction de pétrole brut et de gaz naturel** », la production de **pétrole brut** est ressortie à 10 275,1 milliers de barils à fin septembre 2019, en hausse de 22,2%. La production de « l'or noir » profite des investissements réalisés pour accroître le rendement des différents champs. Il s'agit notamment des champs « Lion et Panthère » du bloc CI-11 et « Baobab » du bloc CI-40 qui ont enregistré respectivement des hausses de production de 31,2% et 40,2%.

Quant à la production de **gaz naturel**, elle s'est affichée à 1 566 603 milliers de mètres cubes, en augmentation de 4,1%. Elle est portée principalement par les champs « Lion et Panthère » du bloc CI-11 (+11,9%) et « Baobab » du bloc CI-40 (+81,8%). L'embellie observée au niveau de l'extraction du gaz naturel est en lien, d'une part, avec l'utilisation de gaz naturel par certaines unités industrielles pour leur production et d'autre part, avec la reprise progressive de la demande des opérateurs de production d'électricité de source thermique.

**Les autres activités extractives** sont portées notamment par l'accroissement des productions d'or, de manganèse et de sable. Par contre, la production de diamant se maintient en baisse.

En effet, la production **aurifère** s'est établie à 21 003,0 kg, en progression de 20,4%. Le métal jaune continue de profiter de la hausse du cours consécutive aux incertitudes politiques et économiques qui pèsent sur les perspectives de la croissance économique mondiale. Cette embellie devrait se poursuivre au quatrième trimestre de l'année 2019.

Concernant les volumes extraits de **manganèse**, ils se sont fortement accrus de 68,0% pour ressortir à 892 304,2 tonnes, en relation avec la hausse des cours internationaux. La production de manganèse devrait se consolider sur le reste de l'année grâce à l'exploitation des mines de Lozoua (Compagnie Minière du Littoral) et de Bondoukou (Bondoukou Manganèse SA).

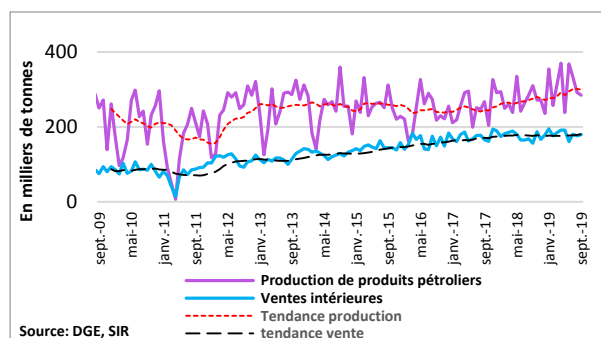
A l'inverse, la production de **diamant brut** a chuté de 46,7% pour s'établir à 2 786,9 carats. Cette tendance baissière amorcée depuis le mois de mai 2019, devrait se poursuivre sur le reste de l'année, en raison des inondations dues aux pluies diluviennes dans les zones d'exploitations industrielles et semi-industrielles.

#### ○ Progression des activités manufacturières

Les industries manufacturières sont bien orientées, en lien avec la bonne tenue de la consommation de l'électricité de moyenne tension qui est ressortie en progression de 9,7% à fin septembre 2019. Cette hausse de la production manufacturière se reflète dans les augmentations des exportations en volume des produits manufacturés (+9,2%) et des produits de la première transformation (+7,0%).

Dans la branche « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques », la production des **produits pétroliers** s'est accrue de 13,4% à fin septembre 2019, soutenue aussi bien par la demande intérieure (+4,5%) que par les ventes à l'extérieur (+29,4%). La progression de la consommation intérieure concerne l'essence (+9,3%) et le gasoil (+7,4%). Par contre, les consommations du DDO (-6,1%) et du kérosène (-5,1%) se replient.

Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers



#### ○ Croissance de la production d'énergies et eau

La branche « électricité, gaz et eau » devrait maintenir la hausse observée à fin juin 2019. En effet, la production nette d'**électricité** s'est accrue de 5,6% à fin septembre 2019, grâce à l'embellie de la production de source hydraulique (+23,2%).

En ce qui concerne la production de source thermique, elle se redresse progressivement et accuse un repli de 0,9% moins prononcé que celui à fin juin 2019 (-2,4%). Ce redressement de la production de source thermique est en lien avec l'accélération de la consommation intérieure (+10,2%) et la légère reprise des exportations (+0,6%)

#### ➤ Hausse des activités du BTP

Au niveau du BTP, la bonne dynamique observée à fin juin 2019 devrait se poursuivre sur le reste de l'année. Les quantités importées de clinker et d'autres matériaux de construction se sont accrus de 6,6% et 42,6% respectivement à fin septembre 2019.

Cette évolution est soutenue par la poursuite de la réalisation des grands projets d'infrastructure en cours, notamment les travaux (i) de construction de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (ii) d'élargissement du boulevard de Marseille, (iii) de réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny, (iv) de réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Tiébissou » de l'autoroute du nord, (v) de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody et de la Lagune Ebrié, (vi) de construction du stade olympique d'Ebimpé, (vii) d'aménagement de la bordure de la mer dans la commune de Port-Bouët. Par ailleurs, le lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage des routes dans le District de Yamoussoukro devrait contribuer à la consolidation du dynamisme observé dans le secteur.

### II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a connu une évolution globalement favorable à fin septembre 2019.

#### ✓ Hausse des ventes dans le commerce de détail

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail a progressé de 5,1% au terme des trois premiers trimestres 2019 grâce à l'augmentation des ventes de l'ensemble de ses branches, hormis les « produits d'équipement du logement » (-10,9%) et les « produits de l'alimentation » (-0,1%) qui se sont contractés.

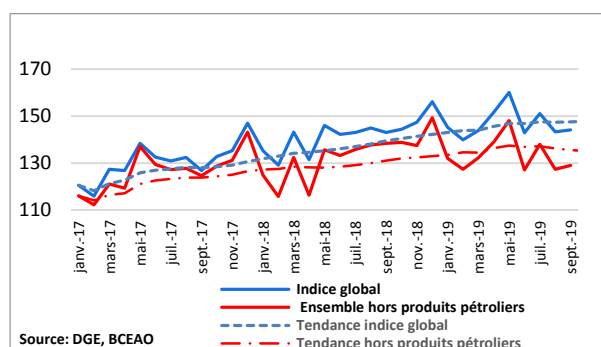
Ainsi, les ventes de la branche « produits pétroliers » contribuent le plus à la croissance de l'ICA avec un accroissement de 8,4%. La bonne tenue des ventes de produits pétroliers s'explique par la hausse des quantités vendues des carburants super et gasoil.

Les ventes des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » ont augmenté de 11,3%, portées par les ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » et de « parfumerie et produits de beauté ».

Les ventes d'« articles d'équipement de la personne » et de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » se sont également accrues, de 17,4% et 2,3%.

Hors produits pétroliers, l'Indice du Chiffre d'Affaires s'est accru de 2,6%.

Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



#### ✓ Bonne orientation du transport

Le secteur des transports est marqué par le dynamisme de l'ensemble de ses composantes.

#### ○ Dynamisme continu du transport aérien

Au cours des neuf premiers mois de 2019, le **transport aérien** est resté bien orienté, en lien avec le dynamisme de l'activité économique. Ainsi, par rapport à la période correspondante de 2018, le nombre cumulé de passagers transportés s'est accru de 4,3% pour se situer à 1 697 622 et le nombre de passagers commerciaux a atteint 1 541 037, en progression de 5,4%.

L'évolution du nombre de passagers commerciaux s'explique par l'augmentation des passagers sur l'ensemble des destinations, à l'exception du trafic vers la CEDEAO qui est resté pratiquement stable (-0,6%).

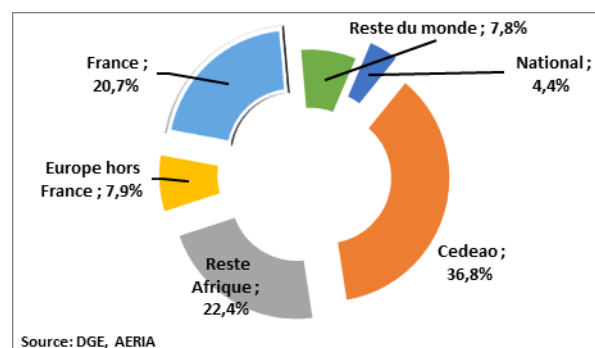
Le trafic national qui représente 4,4% du trafic global contre 3,4% il y a un an, a progressé de 36,7%. Cette bonne performance est due à la réhabilitation des aéroports et aérodromes de l'intérieur du pays, notamment celui de San Pedro mis en service depuis mars 2018.

La destination Afrique hors CEDEAO a progressé de 8,1%.

Le nombre de passagers en provenance et à destination de l'Europe a augmenté de 5,0%, notamment, le trafic vers la France, (+5,3%).

Quant aux trafics vers l'Amérique du nord et le reste du monde, ils ont progressé de 81,7% et 9,6% respectivement. Le trafic vers l'Amérique du nord bénéficie de l'ouverture d'une ligne directe vers les USA depuis mai 2018.

Graphique 6 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination à fin septembre 2019



La structure du trafic est restée globalement inchangée, dominée par les destinations CEDEAO (36,8%), Europe

(28,6%) dont la France (20,7%) et reste de l'Afrique (22,4%).

Les principales compagnies opérant au niveau de l'aéroport d'Abidjan sont AIR COTE D'IVOIRE (576 408 passagers ; 37,4%), AIR France (216 905 passagers ; 14,1%), CORSAIR INTERNATIONAL (101 932 passagers ; 6,6%), ROYAL AIR MAROC (92 474 passagers ; 6,0%), et ETHIOPIAN AIR LINES (82 790 ; 5,9%). Cependant, le nombre de passagers transportés par AIR COTE D'IVOIRE et AIR France s'est contracté de 0,3% et 0,8% respectivement au profit de certaines compagnies telles que CORSAIR INTERNATIONAL.

#### ○ **Croissance du transport terrestre**

Le transport terrestre s'est consolidé, au regard de la consommation des carburants gazoil et super qui s'est accrue de 7,8%. Cette évolution traduit la bonne orientation de l'activité économique.

#### ○ **Bonne dynamique du transport maritime**

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises est ressorti à 17 628 997 tonnes à fin août 2019, en progression de 10,0% par rapport à la période correspondante de 2018. Cette bonne performance est portée par l'ensemble des activités, à savoir le trafic national, le transit et les activités de transbordement qui ont affiché des hausses respectives de 9,2%, 23,2% et 1,4%.

Le port d'Abidjan continue de bénéficier des investissements réalisés, notamment les travaux d'élargissement et d'approfondissement du canal de Vridi qui permet actuellement aux grands navires de circuler dans le port. Le nombre de mouvements des navires entrant au port a progressé de 2,9% et les échanges ont été fortement dynamiques avec une hausse de 10,0%.

Le trafic global au port de **San Pedro** s'est élevé à 3 700 927 tonnes à fin septembre 2019, en hausse de 29,0%. Les activités hors transbordement et le transbordement se sont améliorés respectivement de 37,6% et 3,8%. Cette évolution s'explique par les nombreuses actions commerciales entreprises afin de capter de nouveaux produits à fort potentiel qui ne

transitaient pas par le port de San Pedro. Il s'agit notamment de l'engrais, de l'amande de cajou, du nickel et du manganèse.

#### ○ **Bonne orientation du trafic ferroviaire**

Le **transport ferroviaire**, à l'instar des autres branches du transport, a conservé son dynamisme amorcé depuis le début de l'année, avec un trafic global de marchandises de 771 433 tonnes, en hausse de 11,5%. Cette bonne tenue résulte du dynamisme des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+14,0%) et de la contraction du trafic intérieur (-14,1%). La baisse du trafic intérieur s'explique par la diminution de la quantité de manganèse transportée du fait des difficultés d'acheminement du minerai depuis les carrières jusqu'au chemin de fer.

#### ➤ **Hausse de volume d'activité dans les TIC**

Le secteur des télécommunications est marqué par un accroissement du nombre de minutes d'appels, porté essentiellement par la téléphonie mobile. En effet, le volume global du trafic voix s'est accru de 9,5%, attribuable à la hausse enregistrée au niveau de la téléphonie mobile (+9,6%), représentant 99% du nombre global de minutes d'appel. Le nombre de SMS est quant à lui en repli de 38,4%.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires global du secteur hors Orange Money s'est contracté de 6,7%, malgré l'essor de l'internet et du Mobile Money hors Orange Money dont les chiffres d'affaires ont progressé respectivement de 28,6% et 10,3%. La contraction du chiffre d'affaires global du secteur est imputable principalement au chiffre d'affaires du service « voix et SMS » qui a reculé de 13,2%.

### **II.1.d. Prix à la consommation**

#### ✓ **Léger renchérissement des prix à la consommation**

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2019, les prix à la consommation se sont accrus de 0,7% résultant d'une contribution de 0,3 point des prix des produits alimentaires et de 0,4 point des prix des produits non alimentaires. L'augmentation contenue des prix des produits

alimentaires provient du bon approvisionnement des marchés en produits vivriers.

Dans l'ensemble, les prix à la consommation devraient se stabiliser après une légère accélération enregistrée depuis le mois d'avril 2019.

#### ✓ *Hausse des prix des produits alimentaires*

Les prix des produits alimentaires ont renchéri de 1,2% sous l'effet de l'accroissement des prix des « céréales non transformées » (+0,4%), des « lait-fromages-œufs » (+2,5%), des « légumes frais » (+1,8%), des « tubercules et plantains » (+4,6%), des « huiles et graisses » (+1,6%), des « viandes » (+1,1%), et des « fruits » (+7,4%). Par contre, les prix des « poissons » (-0,8%) ont légèrement fléchi.

#### ✓ *Renchérissement des prix des produits manufacturés*

Les prix des produits secondaires ont augmenté de 1,0%, portés par les prix des « articles d'habillement » (+1,1%), des « chaussures » (+0,8%), des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+1,7%), des « outillages et autres matériels pour la maison et le jardin » (+0,4%), des « verrerie, vaisselle et ustensiles pour le ménage » (+0,5%), et des « appareils ménagers » (+0,6%). L'impact de ces hausses a été amoindri par le recul des prix des « articles de ménages en textiles » (-1,1%) et des « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (-0,3%).

#### ✓ *Raffermisssement des prix des services*

Les prix des services ont progressé de 2,1% stimulés par ceux des fonctions « transports » (+0,7%), « communication » (+0,7%), et « restaurants et hôtels » (+0,2%).

L'augmentation des prix de la fonction « restaurants et hôtels » provient des prix des « services d'hébergement » (+3,5%). Les prix de la fonction « transport » ont progressé du fait de ceux des « achats de véhicules » (+0,6%), des « services de transport » (+0,5%) et des « dépenses d'utilisation des véhicules » (+1,0%). Les prix de la fonction « communication » ont renchéri sous l'effet

de la hausse des prix des « services de téléphonie et de télécopie » (+1,2%).

En moyenne sur les douze derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à 0,7%, largement en dessous du seuil maximum communautaire fixé à 3%.

### II.1.e. Emplois formels

A fin septembre 2019, le nombre de salariés dans l'emploi formel s'est affiché à 1 037 783, en progression de 2,9% (+29 313). La contribution du secteur privé à cette croissance est de 2,4 points de croissance contre 0,5 point pour le secteur public.

Concernant les créations brutes d'emploi, le secteur privé a enregistré 60 384 nouvelles immatriculations contre 67 715 en 2018. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois sont le commerce (+30,6% ; 18 449 immatriculations), l'industrie manufacturière (+14,8% ; 8 913 immatriculations) et le BTP (+12,3% ; 7 413 immatriculations).

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la CGRAE est ressorti à 8 658, contre 10 294 un an plus tôt, en lien avec la politique de maîtrise de la masse salariale. Ces agents sont principalement affectés dans les ministères en charge de l'éducation et de la formation (48,0%), de la santé ou ayant des activités en relation avec le cadre de vie (18,4%) et dans les grandes Institutions (Présidence de la République ou Primature) ainsi que dans les ministères en charge de la défense, de l'administration du territoire et des eaux et forêts (16,3%).

Au final, le nombre d'emplois bruts créés s'est élevé à 69 042 contre 78 009 en 2018.



## II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin Septembre 2019, la situation des finances publiques est caractérisée par un niveau de recouvrement satisfaisant avec un taux de réalisation de 70,7% de l'objectif annuel. Cette situation s'explique par la révision des objectifs lors de la sixième revue du programme économique et financier.

### II.2.a. Recettes totales et dons

Les recettes et dons sont ressortis à 3 719,0 milliards comprenant 3 095,9 milliards de recette fiscales, 487,7 milliards de recettes non fiscales et 135,4 milliards de dons.

#### *Bon niveau de recouvrement des recettes fiscales*

Les recettes fiscales ont dégagé une plus-value de 7,3 milliards par rapport à l'objectif de 3 088,6 milliards. Cette évolution est attribuable à une performance de la fiscalité intérieure qui a enregistré une plus-value de 20,1 milliards. Toutefois, cette augmentation a été atténuée par une moins-value enregistrée sur les recettes à l'exportation.

Comparé au trois premiers trimestres 2018, les recettes fiscales sont ressorties en hausse de 240,0 milliards.

Les éléments explicatifs des réalisations par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

#### ✓ *Au niveau de la fiscalité intérieure*

Les recettes fiscales intérieures sont ressorties à 1 618,0 milliards en hausse par rapport aux prévisions de 20,1 milliards. De façon spécifique, l'on note que :

- les patentes et licences ont atteint 32 milliards contre un objectif de 30,5 milliards, soit une plus-value de 1,5 milliards, attribuable au dynamisme des secteurs du transport et du commerce ;
- la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) a été recouvrée à hauteur de 346,7 milliards contre une prévision de 344,2 milliards, en hausse de 2,5 milliards par rapport aux objectifs ;

- Le BIC pétrole se situe à 69,6 milliards contre un objectif de 61,12 milliards, soit une plus-value de 8,4 milliards due à une hausse du niveau de production.

#### ✓ *Au niveau de la fiscalité de porte*

Prévues à 1 319,75 milliards, les recettes douanières se sont affichées à 1 320,4 milliards quasiment en ligne avec les objectifs. Les explications par rubriques sont les suivantes :

- au niveau des droits et taxes à l'importation, il est noté un bon niveau de recouvrement dû aux taxes sur les marchandises générales (+2,5 milliards) et sur les produits pétroliers (+1,4 milliards). Cela s'explique par le niveau de la taxation du gasoil et des mises à la consommation (gasoil : 178,1f/l contre 143f/l soit un excédent de 35,1f/l). Au titre des marchandises générales, l'excédent enregistré est dû à un effet prix (+9,2%) et à un effet volume (+14,2%);
- concernant les recettes d'exportation, elles ont enregistré une moins-value de 3,25 milliards imputable notamment, à un niveau de volume exporté déficitaire du cacao (1 431 626 tonnes pour un objectif de 1 446 087 tonnes) et de la noix de cajou.

### II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

A fin septembre 2019, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 4 313,6 milliards contre un objectif de 4 380,3 milliards, soit une sous-consommation de 66,7 milliards. Cette économie est liée (i) au niveau d'exécution des dépenses de personnel moindre que prévu, (ii) à une sous-exécution des dépenses d'investissement (iii) et à des dépenses en capital en dessous des prévisions.

Les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

- ✓ *les dépenses de personnels* ont été exécutées à hauteur de 1 262,8 milliards contre un objectif de 1 289,1 milliards, soit une économie de 26,2 milliards. Cette sous-consommation est expliquée

principalement par le retard observé dans la transmission de certains dossiers de premier mandatement.

✓ **les dépenses d'investissement**, ont été effectuées à hauteur de 1 110,6 milliards, pour un objectif de 1 182,6 milliards, soit une sous-exécution de 72,0 milliards. Ces dépenses ont été financées à 58,2% sur les ressources intérieures.

– S'agissant des dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures, elles se sont élevées à 646,2 milliards contre un objectif de 624,8 milliards.

– Quant aux dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures, elles ont été réalisées à hauteur de 464,4 milliards pour un objectif de 557,8 milliards. Celles-ci comprennent 408,3 milliards d'emprunts-projets et 56,1 milliards de dons-projets.

✓ **les dépenses en capital**, s'affichent à 1,0 milliard pour un budget prévu de 32 milliards.

✓ En revanche, **les dépenses de fonctionnement** sont ressorties en hausse de 32,7 milliards par rapport au niveau prévu de fin septembre 2019 et s'affichent à 789,7 milliards. Ce dépassement est dû à une accélération de l'exécution du programme social du Gouvernement.

✓ Il en est de même pour **les subventions et transferts** qui ont été exécutés à hauteur de 290,6 milliards, soit un dépassement des objectifs de 12,2 milliards dû principalement à un niveau de subvention du secteur électricité de 9,6 milliards non initialement prévu.

✓ **Les intérêts sur la dette** sont quasiment en ligne avec les objectifs, avec un léger dépassement de 2,9 milliards, ils ont été remboursés à hauteur de 409,7 milliards.

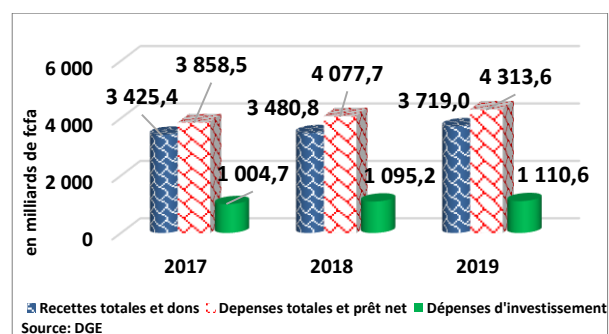
## II.2.c. Financement

A fin septembre 2019, le déficit budgétaire est ressorti à 594,6 milliards contre un niveau prévisionnel de 614,0

milliards, soit une amélioration du solde budgétaire de 19,4 milliards.

Le recours aux marchés monétaires et financiers, avec la mobilisation d'un montant de 1 553,3 milliards contre un niveau prévisionnel de 1 270,5 milliards, a servi à financer ce déficit budgétaire et à payer l'amortissement de la dette. Ces émissions comprennent des bons du trésor (619,2 milliards), des emprunts obligataires (327,5 milliards), des obligations du trésor (310,8 milliards) ainsi que le recours au marché extérieur pour un montant de 295,8 milliards.

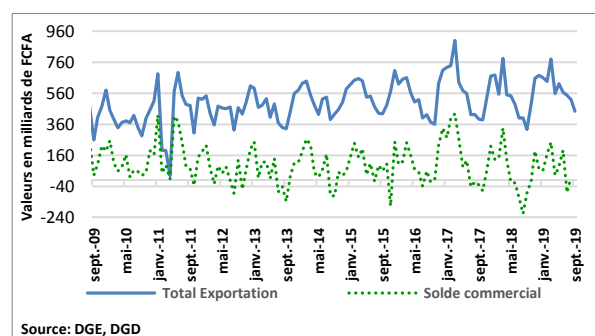
Graphique 7 : Indicateurs des finances publiques à fin septembre



## II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR

Sur les trois premiers trimestres de l'année 2019, les **échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels** ont bénéficié de la bonne tenue de l'agriculture d'exportation et du secteur extractif. Ils ont été marqués en valeur par une augmentation des exportations (+12,8%) et des importations (+6,5%). Les exportations ont progressé sous l'effet combiné d'une hausse des volumes (+13,2%) et d'une légère baisse des prix (-0,3%). Quant aux importations, elles ont profité à la fois d'une hausse des volumes (+4,5%) et des prix (+1,9%).

Graphique 8 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)



### ✓ *Exportations*

#### ***Hausse en valeur des exportations, impulsée par une progression des volumes***

L'accroissement des exportations provient principalement de l'augmentation des ventes en valeur de produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » (+9,3%), des « produits de la première transformation » (+6,2%) et des produits miniers (+50,0%). Les volumes exportés de ces trois groupes de produits se sont accrus respectivement de 8,5%, 7,0%, et 46,2%. En ce qui concerne les ventes de produits manufacturés, la hausse en volume de 9,2% a été amoindrie par le recul des prix de 5,8% induisant une augmentation en valeur de 2,9%.

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont bénéficié de la progression en valeur des ventes de « cacao fèves » (+18,0%), de « caoutchouc » (+19,4%), de « coton masse » (+29,9%) et de « café vert » (+34,4%).

Les « produits de la première transformation » ont été portés par les ventes de « cacao transformé » (+13,6%), d'« huile de palme » (+20,6%), d'« huile de coco » (+19,8%) et des « autres produits de la première transformation » (+1,3%).

Les produits miniers ont bénéficié principalement d'une bonne tenue des exportations d'« or » (+48,0%), de « pétrole brut » (+50,6%) et de « manganèse » (+40,7%).

Les produits manufacturés ont tiré profit notamment de l'accroissement des ventes de « produits pétroliers » (+6,1%) et de « papiers, cartons et produits de l'édition » (+20,6%).

### ✓ *Importations*

#### ***Progression en valeur des importations, sous l'effet d'une hausse des prix et des volumes***

La hausse en valeur des importations de 6,5% à fin septembre 2019, est essentiellement imputable à l'augmentation des achats de biens de consommation (+5,5%) et de biens intermédiaires (+11,3%).

Les importations de **biens de consommation** en valeur ont augmenté sous l'impulsion de la hausse de la facture des commandes de produits alimentaires (+7,9%) et des

« autres biens de consommation » (+3,7%). Les produits alimentaires ont concerné principalement les « poissons frais » (+7,9%), le « blé tendre » (+18,8%), les « produits laitiers » (+16,8%), le « riz » (+1,8%), les « boissons » (+12,9%) et les « préparation de légumes, plantes potagères » (+29,6%). Les « autres biens de consommation » ont porté essentiellement sur les « produits divers des industries chimiques » (+24,4%), les « produits pétroliers » (+3,8%), les « matières plastiques et ouvrages en ces matières » (+5,8%), les « appareils pour la réception, la conversion et la transmission ou la régénération de la voix » (+15,9%) et les « ouvrages en caoutchouc » (+17,6%).

Quant aux achats de **biens intermédiaires**, ils ont bénéficié de la hausse des approvisionnements en « pétrole brut » (+6,6%), en « engrais » (+84,9%), en « fer, fonte, acier et ouvrages en fer » (+13,7%), en « produits chimiques » (+13,1%), en « clinker » (+16,0%), en « autres fibres textiles » (+26,4%) et en « autres matériaux de construction » (+42,6%).

En ce qui concerne les importations de **biens d'équipement**, elles enregistrent une légère hausse de 0,55% résultant de l'effet combiné de l'accroissement de la facture des achats de « machines mécaniques » (+4,70%) et du retrait de celle des achats de « matériel de transport routier » (-7,2%).

Il ressort de cette orientation des échanges extérieurs (hors biens exceptionnels) un excédent commercial de 614,52 milliards. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est affiché à 113%, en progression de 6,4 points de pourcentage par rapport à son niveau de la même période de 2018.

Pour ce qui est des termes de l'échange, ils se sont détériorés de 2,2% sous l'effet conjugué de la baisse des prix à l'export et de l'accroissement des prix à l'import.

### ✓ *Structure des échanges commerciaux de biens*

#### ***Prédominance des produits primaires dans les exportations***

A fin septembre 2019, la structure des exportations n'a pas fondamentalement changé par rapport à celle de la même

période de 2018. Les produits primaires (46,8%) et les produits transformés (35,4%) ont dominé les ventes en valeur de produits à l'extérieur.

Les produits primaires exportés comprennent essentiellement les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » (46,3%), notamment le cacao fèves (24,4%) et la noix de cajou (7,7%).

Par ailleurs, en se référant à fin septembre 2018, les parts de produits primaires et de produits transformés dans les exportations ont baissé respectivement de 1,5 et 2,9 points de pourcentage au profit principalement des produits miniers.

**Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 9 mois 2018-2019**

	2018	2019
<b>Exportations hors biens exceptionnels</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>Produits primaires</b>	<b>48,2%</b>	<b>46,8%</b>
Agriculture vivrière, Élevage, Pêche	0,4%	0,4%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	47,8%	46,3%
dont Cacao fèves	23,4%	24,4%
Noix de cajou	11,4%	7,7%
Caoutchouc	6,4%	6,8%
Coton masse	3,0%	3,5%
<b>Produits transformés</b>	<b>38,3%</b>	<b>35,4%</b>
1ère Transformation	18,8%	17,7%
dont Cacao transformé	11,1%	11,1%
Huile de palme	1,7%	1,8%
Café transformé	0,7%	0,5%
Amande de cajou	0,6%	0,5%
Conserves et Préparation Alimentaires	1,5%	1,3%
Manufacturiers	18,0%	16,4%
dont Produits pétroliers	10,8%	10,2%
<b>Produits miniers</b>	<b>13,5%</b>	<b>17,9%</b>
Pétrole brut	5,7%	7,7%
Or	6,6%	8,6%

Source : DGE, DGD

#### **Importations dominées par les biens de consommation**

La structure des importations a stagné par rapport à la même période de 2018. En effet, les biens de consommation ont constitué près de la moitié (48,5%) des achats de biens à l'extérieur. Ils sont suivis des biens intermédiaires (34,0%) et des biens d'équipement (17,5%). Comparativement à fin septembre 2018, la part des biens d'équipement a fléchi de 1,1 point de pourcentage. A contrario, la part de biens intermédiaires s'est accrue de 1,5 point de pourcentage.

Au niveau des achats de biens de consommation, par rapport à fin septembre 2018, la part des « produits alimentaires » est restée stable alors que celle des « autres biens de consommation » a baissé de 0,7 point de pourcentage.

**Tableau 6 : Structure des importations en valeur 9 mois 2018-2019**

	2018	2019
<b>Importation hors biens exceptionnels</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Biens de Consommation</b>	<b>48,9%</b>	<b>48,5%</b>
Produits alimentaires	20,7%	21,0%
dont Poissons	4,8%	4,9%
Riz	6,0%	5,7%
Blé tendre	1,6%	1,8%
Autres biens de consommations	28,2%	27,5%
dont Produits pétroliers	8,4%	8,1%
Pharmacie	3,5%	3,4%
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>32,5%</b>	<b>34,0%</b>
Pétrole brut	15,0%	15,1%
Fer, fonte, acier et ouvrages en fer	5,2%	5,6%
Produits chimiques	2,2%	2,4%
Papiers et cartons	1,8%	1,8%
Clinker	1,5%	1,7%
<b>Biens d'équipement</b>	<b>18,6%</b>	<b>17,5%</b>
Machines mécaniques	8,2%	8,1%
Machines électriques	4,3%	3,9%
Matériels de transport routier	3,8%	3,3%

Source : DGE, DGD

#### **✓ Répartition géographique des échanges**

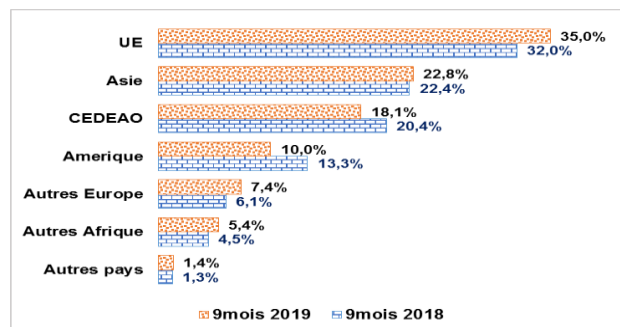
##### **L'Union Européenne en tête des clients de la Côte d'Ivoire**

A l'issue des neuf premiers mois de l'année 2019, l'Union Européenne (35,0%), l'Asie (22,8%), la CEDEAO (18,1%) et l'Amérique (10,0%) ont constitué les principales destinations des produits ivoiriens, soit 85,9% de l'ensemble des exportations en valeur. Par ailleurs, en se référant aux trois premiers trimestres 2018, la part des exportations à destination de l'UE et de l'Asie s'est accrue respectivement de 3,0 points et 0,3 point de pourcentage. A l'inverse, la part de la CEDEAO s'est effritée de 2,3 points de pourcentage.

**En Europe**, les Pays-Bas (9,5%), la France (6,0%) et l'Allemagne (4,5%) ont constitué les principales destinations des exportations ivoiriennes en valeur.

En Asie, les principaux clients de la Côte d'Ivoire ont été le Vietnam (6,3%), l'Inde (4,7%) et la Malaisie (4,5%).

Graphique 9: Répartition géographique des exportations



Source : DGE, DGD

Dans la zone CEDEAO, la Côte d'Ivoire a approvisionné principalement le Mali, le Burkina Faso et le Ghana avec respectivement 5,2%, 5,1% et 2,0% de l'ensemble des ventes extérieures en valeur.

Sur le continent américain, les Etats-Unis sont le principal acheteur des produits ivoiriens, avec 5,9% de la valeur totale des exportations.

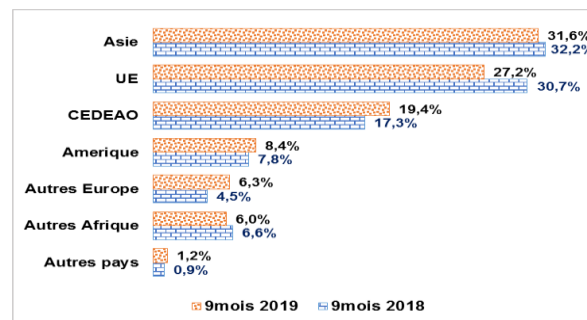
#### L'Asie et l'Union Européenne, principaux marchés d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire

Concernant les importations, l'Asie et l'UE sont les premiers pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire, avec respectivement 31,6% et 27,6% de la valeur totale des achats à l'extérieur. Ils sont talonnés par la CEDEAO (19,4%) et l'Amérique (8,4%). Ces quatre entités ont contribué à 86,5% des importations de la Côte d'Ivoire.

Comparativement à fin septembre 2018, la part des importations en provenance de l'Asie et de la CEDEAO a augmenté de 2,0 points de pourcentage, au détriment de l'Union Européenne (-3,6 points de pourcentage) et de l'Amérique (-0,6 point de pourcentage).

En Asie, les importations ivoiriennes sont principalement d'origine chinoise avec 17,0% de l'ensemble des achats en valeur à l'extérieur.

Graphique 10: Répartition géographique des importations



Source : DGE, DGD

En Europe, la Côte d'Ivoire a été principalement approvisionnée par la France avec 10,5% des importations en valeur.

Sur le continent américain, la Côte d'Ivoire a eu recours principalement aux produits des Etats-Unis qui ont représenté en valeur 5,0% de l'ensemble des importations et sont constitués en majorité de produits pétroliers (48,6%).

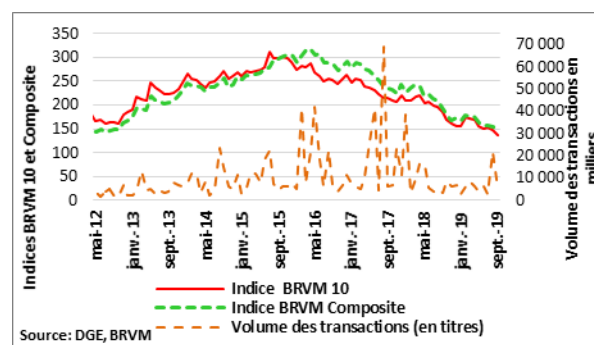
Dans la zone CEDEAO, le Nigeria occupe le premier rang des pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire, avec 14,5% du total des importations en valeur. Le Nigeria fournit essentiellement du pétrole brut à la Côte d'Ivoire (96,1%).

## II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

### II.4.a. Marché boursier

Le marché boursier sous régional a été caractérisé par le repli des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite.

Graphique 11: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA

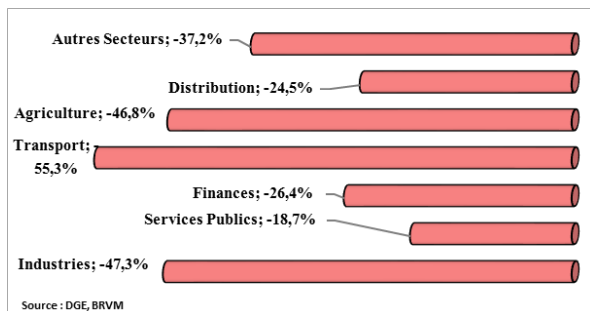


La contraction de l'indice BRVM 10 s'accélère et atteint 23,7% tandis que celle de l'indice BRVM composite se



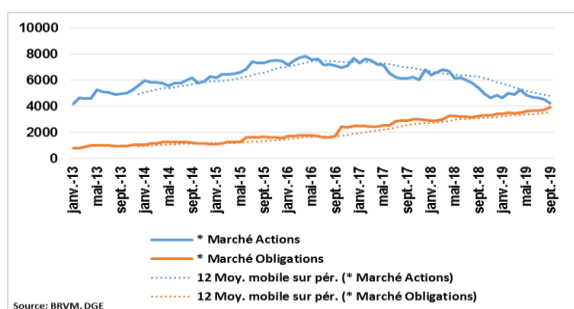
stabilise à 26,3%. La baisse de l'indice composite est imputable au recul de tous les indices sectoriels. Les indices « BRVM-Transport » (-55,3%), « BRVM-Industrie » (-47,3%), « BRVM-Agriculture » (-46,8%), « BRVM-Finances » (-26,4%) et « BRVM-Distribution » (-24,5%) ont connu les replis les plus importants.

Graphique 12 : Evolution des indices boursiers par secteur



La capitalisation boursière composite s'est repliée de 6,0% sous l'effet de la régression de la capitalisation du marché des actions de 22,1% combinée à l'augmentation de la capitalisation du marché des obligations de 20,6%. Cette dernière progresse continuellement depuis 2012. Par contre, au niveau de la capitalisation du marché des actions, la tendance qui était haussière sur la période 2012-2015 est inversée depuis avril 2016. S'agissant des transactions, le volume transigé a reculé de 37,8% et la valeur transigée de 58,3%.

Graphique 13 : Evolution comparée de la capitalisation du marché des actions et du marché des obligations



Au mois de septembre 2019, le taux de rotation moyen des titres sur le marché s'est situé à 0,40% et le taux de rendement moyen a atteint 9,78%. La rentabilité globale moyenne au 30 septembre 2019 s'est située à 1,82% avec un PER<sup>3</sup> moyen de 9,32 et une prime de risque à 4,23%.

Les indices boursiers de référence poursuivent leur reflux entamé en 2016, après une forte progression de 2012 à

2015. Cette évolution s'explique par les prises de bénéfices des investisseurs, l'attractivité grandissante du marché des obligations et la désaffection des petits porteurs. La BRVM continue de mener des actions visant à redynamiser le marché et à inverser la tendance baissière constatée.

#### II.4.b. Situation monétaire

La masse monétaire au sens large (M2), a enregistré une hausse de 8,6% à fin septembre 2019 en glissement annuel, sous l'effet combiné de l'augmentation des créances intérieures (+1 545,2 milliards ; +18,4%) et de la baisse des actifs extérieurs nets (-363,8 milliards ; -17,7%).

Le repli des actifs extérieurs nets s'explique par un moindre recours aux eurobonds contrairement à la même période de l'année précédente.

Les créances intérieures ont enregistré une nette progression des créances nettes sur l'Administration centrale de 45,7% (+907,3 milliards), en lien avec une sollicitation plus accrue du marché financier régional où les banques sont les principaux investisseurs pour faire face aux besoins de financement dans le contexte de moindre recours aux euro-obligations. En outre, les créances sur l'économie ont augmenté de 10,0% (+637,9 milliards).

En ce qui concerne l'activité bancaire, sur les trois premiers trimestres de l'année 2019, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires a baissé de 0,2% (-5,4 milliards) en glissement annuel et s'est affiché à 3 584,3 milliards. Ce reflux provient de la diminution des crédits accordés aux « Autres sociétés » (-144,3 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-15,9 milliards), aux « Personnels des banques » (-13,4 milliards) et à la « Clientèle financière » (-9,0 milliards). Cette baisse a été atténuée par l'accroissement des montants des crédits octroyés aux « Particuliers » (+70,8 milliards), aux « Entreprises individuelles » (+47,3 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+43,7

<sup>3</sup> PER : Price Earning Ratio

milliards), aux « Clients divers » (+12,8 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (+3,2 milliards).

Les nouvelles mises en place de crédits ordinaires ont baissé, tandis que les escomptes d'effets de commerce et les dépôts se sont accrus en glissement annuel.

Les escomptes d'effets de commerce sont ressortis 780,8 milliards, en progression de 2,7% (+20,4 milliards). Quant aux dépôts, ils se sont accrus de 10,1% (+141,9 milliards) pour se situer à 1 548,5 milliards.

Au niveau des taux appliqués, le taux d'intérêt moyen des nouvelles mises en place de crédits s'est situé à 6,5%, en augmentation de 0,2 point de pourcentage. L'allongement de 3 mois de la durée moyenne des crédits expliquerait notamment cette progression du taux d'intérêt moyen.

La moyenne du taux d'escompte est ressortie en hausse de 0,2 point de pourcentage en s'établissant à 7,0% et le taux créditeur moyen (4,9%) est resté identique à son niveau de 2018.

## CONCLUSION

Malgré le ralentissement de l'économie mondiale, l'activité économique nationale évolue favorablement, grâce notamment à la normalisation progressive de la commercialisation des principaux produits d'exportation, et au dynamisme impulsé dans le secteur manufacturier. Cette évolution favorable de l'activité a contribué à faciliter la bonne orientation de la politique budgétaire qui s'est soldée par un déficit budgétaire contenu.

Les évolutions conjoncturelles confortent les hypothèses de croissance pour le reste de l'année. L'activité continuerait de bénéficier de l'accélération des travaux publics, des efforts en vue de l'accélération de l'industrie manufacturière ainsi que de la progression des revenus induite par la hausse de l'emploi et un prix plus rémunérateur aux producteurs de cacao. Par ailleurs les actions en faveur d'une meilleure inclusivité de la croissance économique s'accroissent à travers la mise en œuvre du PSGouv.

# **DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**

---

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage  
Tél. (00225) 20 20 09 58 / 20 20 09 24 / 20 20 09 25  
04 BP 650 Abidjan 04 - Email: [sd.c.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.c.dppse@dge.gouv.ci)  
site internet: [www.dppse.ci](http://www.dppse.ci)